

Arrivé: 206184	
Avis sur le projet modifié du SCOT CACEM	
Reçu: 16/06/2026	
Rep : 15/08/2026	
DGA4	

**CHAMBRE
D'AGRICULTURE
MARTINIQUE**

Place d'Armes
97286 LAMENTIN CEDEX 02
Tél. : 0596 51 75 75
Fax : 0596 51 93 42
ca972@martinique.chambagri.fr
www.martinique.chambagri.fr



Communauté d'Agglomération du Centre de la Martinique

SERVICE COURRIER

SERVICES	COPIE	TRAIT
CAB		
DGS		
DGA1		
DGA2		
DGA3		
DGA4		☒
DGA5		
Date : 16 JUIN 2025		

Service : Développement
Réf : 02605067/ML
Objet : Avis sur le projet de
modification
du SCOT de la CACEM
Dossier suivi par : M. LIMERY

Lamentin, le 07 mai 2026

Le Président

A

Monsieur le Président
CACEM (Communauté
d'Agglomération
du Centre de la Martinique)
Fort-de-France 97200,
Martinique **Président**

Monsieur le Président,

Par courrier en date du 12 février 2026, vous avez sollicité l'avis de la Chambre d'agriculture de la Martinique sur le **projet de modification du Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) de la Communauté d'Agglomération du Centre de la Martinique (CACEM)**.

La Chambre d'agriculture vous remercie pour cette transmission et pour l'association de la profession agricole à cette procédure, dans le cadre de la consultation des personnes publiques associées prévue par le Code de l'urbanisme.

Dans l'exercice de ses missions consulaires, la Chambre d'agriculture est particulièrement attentive à la manière dont les documents de planification territoriale prennent en compte les **enjeux agricoles spécifiques de la Martinique**, dans un contexte marqué par :

- une rareté structurelle du foncier agricole,
- une forte pression urbaine,
- des enjeux majeurs en matière de **souveraineté alimentaire, d'installation agricole et de résilience du territoire.**

Rappel des enjeux agricoles sur le territoire de la CACEM

L'agriculture occupe une place stratégique sur le territoire de la CACEM, tant par :

- sa contribution à l'**approvisionnement alimentaire local**,
- son rôle dans le **maintien des paysages, de la biodiversité et des continuités écologiques**,

REPUBLIQUE FRANCAISE
Etablissement public
Loi du 31/01/1924
SIRET : 189 720 030 00023
APE : 911 A

- que par son potentiel de **création d'activités économiques de proximité**, notamment dans les filières de diversification.

Dans ce contexte insulaire, la **préservation du foncier agricole** constitue un enjeu majeur et non reproductible. Toute consommation ou contrainte nouvelle pesant sur ces espaces a des effets durables, parfois irréversibles, sur la capacité du territoire à maintenir et développer une agriculture productive et diversifiée.

1. Appréciation générale du projet de modification du SCOT

À la lecture du projet de modification du SCOT de la CACEM, la Chambre d'agriculture reconnaît la volonté de l'intercommunalité :

- de s'inscrire dans une trajectoire de **sobriété foncière**,
- de limiter l'urbanisation en extension,
- et d'afficher des orientations favorables à la réduction de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers, en cohérence avec les objectifs nationaux de lutte contre l'artificialisation des sols.

La Chambre d'agriculture salue ces orientations, qui vont globalement dans le sens d'un aménagement plus économe de l'espace.

2. Appréciation du respect de la loi Climat et Résilience

Après analyse du dossier transmis, nous constatons que le projet de modification du SCOT s'inscrit globalement dans une logique de sobriété foncière, en cohérence avec les objectifs fixés par la loi Climat et Résilience notamment en matière de réduction de la consommation d'Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (ENAF).

Le Projet d'Aménagement Stratégique (PAS) du SCOT de la CACEM prévoit des objectifs quantifiés en matière de consommation foncière, reposant sur une réduction progressive des usages du sol :

- **2021-2030** : - 50 % par rapport à la période 2011-2021, soit une consommation limitée à 160,7 hectares.
- **2031-2040** : - 30 % par rapport à la période précédente (2021-2030), pour atteindre 112,5 hectares.
- **2041-2046** : - 20 % par rapport à 2031-2040, soit 45 hectares.

Au total, l'enveloppe foncière mobilisable entre 2021 et 2046 s'élève à **318 hectares de laquelle on soustrait la consommation d'espace déjà effective de 2021 à 2025 (117,8 ha) cela nous ramène à une enveloppe réellement disponible de 200 ha.**

Cependant, notez que de 2021-2025 vous avez consommé 117.8ha soit près de **73% de l'enveloppe foncière allouée pour la période 2021-2030 et soit 37% de celle de 2021-2046.**

Cela met en évidence une incertitude quant à la capacité effective de maîtriser la consommation d'espace, notamment au regard du respect de la trajectoire de réduction fixée et du non-dépassement de l'enveloppe maximale de 200 hectares sur l'horizon de 20 ans.

De plus, dans le cadre de l'examen du projet prévoyant la réalisation d'environ **9 200 logements**, dont **3 680 en extension urbaine**, sur une emprise foncière estimée à **100 hectares**, nous souhaitons porter à votre connaissance plusieurs observations relatives à sa cohérence avec les objectifs de sobriété foncière et les capacités réalistes de production du territoire de la Communauté d'Agglomération du Centre de la Martinique (CACEM).

Le projet envisage une consommation foncière d'environ **100 hectares en extension urbaine**, soit **50 % de l'enveloppe totale mobilisable à l'échelle intercommunale sur 20 ans**

Une telle mobilisation de la ressource foncière appelle plusieurs observations structurantes.

→ **Déséquilibre dans l'allocation de la ressource foncière**

La concentration d'une part aussi importante de l'enveloppe foncière sur une seule opération conduit de facto à :

- Limiter fortement les marges de manœuvre du territoire pour les autres projets,
- Contraindre durablement le développement économique, les équipements publics et les infrastructures,
- Réduire la capacité d'adaptation du territoire face aux évolutions futures.

En effet, il ne resterait qu'environ **100 hectares sur 20 ans** pour l'ensemble des autres besoins des quatre communes de la CACEM.

Une telle mobilisation, concentrée sur une seule opération, constitue un facteur majeur de déséquilibre territorial, en limitant fortement la capacité du territoire à accueillir d'autres projets structurants.

→ **Inadéquation avec les dynamiques démographiques observées**

Ce projet doit être mis en perspective avec l'évolution démographique récente du territoire.

Entre 2010 et 2021, la CACEM a enregistré une **perte d'environ 14 000 habitants**, traduisant une dynamique de **décroissance démographique**.

Dans ce contexte, la programmation de **9 200 logements**, dont une part significative en extension urbaine, soulève plusieurs interrogations :

- Adéquation entre l'offre projetée et les besoins réels,
- Risque de surproduction de logements,
- Potentiel développement de la vacance immobilière.

Cette discordance entre volume projeté et tendances démographiques interroge la pertinence et la proportionnalité de l'opération.

De plus, l'écart constaté entre le potentiel théorique de production de logements (9 200 logements) et le potentiel réellement mobilisable (estimé à environ 5 400 logements après application des coefficients de rétention foncière et des densités maîtrisées) met en évidence le caractère optimiste des hypothèses retenues.

Dans ce contexte, le recours significatif à l'extension urbaine apparaît comme un levier de compensation, conduisant à une **consommation foncière élevée et concentrée, peu compatible avec les objectifs de sobriété foncière**.

3. Prise en compte de la préservation de l'espace agricole et valorisation de l'économie rurale

Le **Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT)** intègre pleinement la préservation de l'espace agricole et la valorisation de l'économie rurale comme des axes structurants de son projet d'aménagement. À travers ses orientations, il affirme la nécessité de protéger durablement les terres agricoles contre l'artificialisation, en garantissant leur vocation productive et en limitant l'étalement urbain. Parallèlement, le SCoT encourage le développement et la diversification des activités en milieu rural, en soutenant notamment les filières agricoles locales, les circuits courts, ainsi que les initiatives d'agritourisme et de transformation des produits. Cette approche globale vise à renforcer la vitalité économique des territoires ruraux tout en préservant leurs équilibres environnementaux et paysagers, inscrivant ainsi l'agriculture et ses

dynamiques au cœur d'un développement territorial durable et cohérent.

→ **Points favorables relevés**

- La volonté d'orienter le développement résidentiel vers une optimisation du foncier existant en encourageant un recentrage du développement urbain dans les espaces déjà urbanisés, une optimisation du foncier disponible et une limitation de la pression sur les milieux naturels et agricoles.
- De reconnaître l'agriculture comme un secteur économique porteur
- La volonté de mettre en place un projet agricole à l'échelle de l'agglomération ; de préserver les espaces naturels, agricoles et forestiers.

→ **Points de vigilance et observations**

Dans votre stratégie foncière liée à la relocalisation des espaces vulnérables aux risques naturels vous envisagez d'utiliser au besoin les terres agricoles chlordéconnées ou bien même les terres en friches.

Nous portons ainsi votre attention sur le fait que **les terres chlordéconnées restent des terres agricoles cultivables.**

Deux critères sont essentiels à prendre en compte :

- Le niveau de contamination du sol
- Le type de cultures possiblement cultivable selon leur sensibilité à la chlordéconne

Ce sont donc des terres agricoles à préserver.

Votre intention de recourir, le cas échéant, aux terres agricoles chlordéconnées pour des opérations de relocalisation apparaît en contradiction avec l'objectif affiché de valorisation de ces espaces par des formes d'agriculture adaptées (sylviculture, systèmes culturaux limitant le transfert de pollution vers les productions, etc.), traduisant ainsi une incohérence dans la stratégie de mobilisation de ces fonciers.

D'autre part, la préservation des terres agricoles en friches constitue un enjeu essentiel pour maintenir le potentiel productif et écologique des territoires ruraux.

Ces espaces, bien qu'abandonnés temporairement, représentent une réserve foncière précieuse qui peut être remise en culture ou valorisée par des activités durables comme l'agroécologie, l'agroforesterie ou

l'agritourisme. Leur protection permet de limiter l'artificialisation des sols, de préserver la biodiversité et de renforcer la résilience face aux changements climatiques.

Pour cela, différents leviers existent, tels que la mise en place de dispositifs réglementaires, ou encore la facilitation de l'installation de nouveaux agriculteurs.

Ainsi, plutôt que d'être perçues comme des terres inutilisées, les friches agricoles doivent être considérées comme des opportunités de développement durable et d'innovation territoriale.

→ **Observation sur l'urbanisation et le voisinage agricole**

S'agissant des projets d'extension ou de densification au contact des espaces agricoles, la Chambre d'agriculture souligne l'importance :

- d'anticiper les conflits de voisinage ;
- de prévoir des zones de transition paysagère adaptées (haies, reculs, dispositifs tampons) ;
- de veiller au respect du principe de réciprocité, afin de ne pas fragiliser les exploitations existantes.

Néanmoins nous soulignons l'effort d'accorder une attention particulière à la préservation et la mise en valeur de la plaine agricole (DOO-p.15)

Conclusion

En conclusion, la Chambre d'agriculture émet un avis favorable à la modification du SCoT de la CACEM, sous réserve d'une vigilance accrue quant à la **préservation des espaces agricoles et notamment ceux à forte potentialité agricole. Nous insistons également sur l'importance de s'inscrire dans une trajectoire ambitieuse de réduction de la consommation foncière**, en cohérence avec les objectifs de sobriété et de gestion économe de l'espace.

Par ailleurs, il apparaît que la répartition de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers (ENAF) n'est pas explicitée, aucune différenciation n'étant opérée entre les surfaces relevant du foncier agricole et celles relevant des espaces naturels ou forestiers.

En conséquence, la Chambre d'agriculture recommande que cette consommation soit clairement précisée et fasse l'objet d'une déclinaison explicite et chiffrée par espace consommé afin d'assurer une meilleure lisibilité des impacts fonciers et de garantir un suivi rigoureux des objectifs de préservation des terres agricoles.



**PRÉFET
DE LA
MARTINIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de l'environnement
de l'aménagement
et du logement**

Schoelcher, le 21/05/2026

La directrice de l'environnement, de l'aménagement et du logement

à

Monsieur le Président de la CACEM

Objet : Avis des services de l'État sur le projet de révision du SCOT de la CACEM arrêté le 28 janvier 2026

Pièces jointes : Avis des services de l'État

Vous m'avez transmis le projet de schéma de cohérence territoriale (SCOT) révisé de la Communauté d'Agglomération du Centre de la Martinique arrêté le 28 janvier 2026.

Conformément à l'article L143-20 du code de l'urbanisme (CU), je vous fais part de l'avis des services de l'État relatif à ce projet.

Pour la directrice et par délégation,

Signé par Alexis
CEFBER, Cheffe du
service
Connaissance,
Urbanisme,
Bâtiment et
Aménagement, le
21/05/2026 à
SCHOELCHER

DEAL Martinique
Affaire suivie par : Alexis CEFBER
BP 7212 Pointe de Jaham
97274 Schoelcher CEDEX
05 96 59 58 01 – 06 96 36 27 03
alexis.cefber@developpement-durable.gouv.fr
www.martinique.developpement-durable.gouv.fr



**PRÉFET
DE LA
MARTINIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



SERVICE COURRIER

SERVICES	COPIE	TRAIT
CAB		
DGS		
DGA1		
DGA2		
DGA3		
DGA4		
DGA5		
Date : 18 JUIN 2025		

**Direction de
de l'aménagement
et du logement**

Schoelcher, le 21/05/2026

La directrice de l'environnement, de l'aménagement et du logement

à

Monsieur le Président de la CACEM

Objet : Avis des services de l'État sur le projet de révision du SCOT de la CACEM arrêté le 28 janvier 2026

Pièces jointes : Avis des services de l'État

Vous m'avez transmis le projet de schéma de cohérence territoriale (SCOT) révisé de la Communauté d'Agglomération du Centre de la Martinique arrêté le 28 janvier 2026.

Conformément à l'article L143-20 du code de l'urbanisme (CU), je vous fais part de l'avis des services de l'État relatif à ce projet.

Pour la directrice et par délégation,

Signé par Alexis
CEFBER, Cheffe du
service
Connaissance,
Urbanisme,
Bâtiment et
Aménagement, le
21/05/2026 à
SCHOELCHER

DEAL Martinique
Affaire suivie par : Alexis CEFBER
BP 7212 Pointe de Jaham
97274 Schoelcher CEDEX
05 96 59 58 01 – 06 96 36 27 03
alexis.cefber@developpement-durable.gouv.fr
www.martinique.developpement-durable.gouv.fr



**PRÉFET
DE LA
MARTINIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de l'environnement
de l'aménagement
et du logement**

Fort-de-France, le 21/05/2026

Service connaissance, Urbanisme, Bâtiment et Aménagement
Unité urbanisme

Avis des services de l'État

Schéma de Cohérence Territorial de la CACEM

arrêt du 28 janvier 2026

Table des matières

1 - Appréciation générale.....	3
1.1 – La compétence.....	4
1.2 – La procédure.....	4
1.3 – La forme.....	4
2 - Compatibilité avec le Schéma d'Aménagement Régional.....	4
3. Environnement et biodiversité.....	5
3.1 Trame verte et bleue.....	5
3.2 Biodiversité et espèces.....	6
3.3 Espaces forestiers et régime forestier.....	6
4 – Risques naturels et adaptation au changement climatique.....	6
4.1 Risques naturels.....	6
4.2 Recul du trait de côte et changement climatique.....	7
5 – Littoral.....	7
6 - Zéro Artificialisation Nette et trajectoire foncière.....	9
7 - Logement et habitat.....	9
7.1 Incohérences sur les objectifs de production.....	9
7.2 Lacunes qualitatives.....	10
7.3 Opposabilité des Orientations d'Aménagement et de Programmation.....	11
8 - Mobilités.....	11
9. Économie, agriculture et commerce.....	11
9.1 Développement économique.....	11
9.2 Principe de l'exceptionnalité pour la création et l'extension de sites d'activités	12
9.3 Agriculture.....	12
9.4 Le document d'aménagement artisanal, commercial et logistique.....	13
10. Eau, assainissement et santé environnementale.....	13
10.1 Eau potable et assainissement.....	13
10.2 Masses d'eau côtières.....	14
10.3 Santé environnementale.....	14
11. Énergie.....	14
12. Patrimoine.....	15
13. Erreurs factuelles à corriger dans le diagnostic.....	17
14. Synthèse des demandes de l'État.....	17
14.1 Modifications nécessaires avant approbation.....	17
14.2 Améliorations souhaitées.....	19
15. Conclusion.....	21

Préambule

Le présent avis est formulé en application de l'article L. 143-20 du Code de l'urbanisme, après consultation des personnes publiques associées dont les contributions sont intégralement prises en compte. Il porte sur le SCoT de la Communauté d'Agglomération du Centre de la Martinique arrêté le 28 janvier 2026.

La Communauté d'Agglomération du Centre de la Martinique (CACEM) regroupe quatre communes — Fort-de-France, Le Lamentin, Schoelcher et Saint-Joseph — constituant le cœur urbain et économique de l'île, avec environ 60 % des emplois martiniquais et 42 % de sa population. Elle a engagé la révision n° 1 de son SCoT par délibération du 5 avril 2023. Le présent document a été arrêté en Conseil communautaire le 28 janvier 2026.

Le présent avis se fonde sur l'examen de l'ensemble des pièces composant le dossier arrêté : le Projet d'Aménagement Stratégique (PAS, 38 p.), le Document d'Orientation et d'Objectifs (DOO), le Document d'Aménagement Artisanal, Commercial et Logistique (DAACL, 28 p.), la Justification des choix retenus (115 p.) et le Diagnostic et État Initial de l'Environnement (259 p.). Il intègre les contributions de : la Direction de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DEAL), la Direction de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt (DAAF), la Direction de l'Économie de l'Emploi du Travail et des Solidarités (DEETS), la Direction de la Mer (DM), la Direction des Affaires Culturelles (DAC), ainsi que l'Office National des Forêts (ONF), l'Office Français de la Biodiversité (OFB), l'Agence Régionale de Santé (ARS) et l'Institut National de l'Origine et de la Qualité (INAO).

Le SCoT s'inscrit dans un contexte juridique spécifique à la Martinique : le Schéma d'Aménagement Régional (SAR) de 1998, Schéma de mise en valeur de la Mer (SMVM) et valant Schéma Régional de Cohérence Écologique (SRCE), en application de l'article L. 4433-7 du Code général des collectivités territoriales, demeure le document de planification de rang supérieur opposable au SCoT. Bien que daté et reconnu comme ne correspondant plus entièrement aux réalités actuelles du territoire — y compris par la Justification des choix retenus elle-même —, il constitue le cadre de référence juridiquement opposable. Sa révision générale a été engagée par délibérations de la Collectivité Territoriale de Martinique des 29 et 30 juin 2023.

1 - Appréciation générale

Le SCoT arrêté par la CACEM traduit une ambition écologique et territoriale réelle, s'appuyant sur une Justification des choix retenus solide et un diagnostic de qualité. La révision introduit des évolutions substantielles et bienvenues par rapport au SCoT de 2016 : intégration du changement climatique comme pilier structurant, traduction de la loi Littoral jusqu'alors absente, introduction d'un programme d'actions et d'un DAACL, trajectoire ZAN élaborée avec méthodologie, et rééquilibrage bienvenu de l'armature de polarités confrontée aux réalités du terrain.

Toutefois, l'examen approfondi des pièces par les services de l'État révèle plusieurs points qui appellent des modifications avant approbation. Ces points sont de trois ordres : des incohérences internes entre les différentes pièces du dossier, des lacunes réglementaires relatives à des dispositions obligatoires non satisfaites, et des insuffisances de prescriptivité sur des sujets pour lesquels le DOO s'en remet trop largement aux documents d'urbanisme locaux.

L'examen minutieux opéré par les services conduit également à relever plusieurs erreurs factuelles dans le diagnostic et dans la Justification des choix, qui devront être corrigées avant la mise à l'enquête publique.

1.1 – La compétence

Le schéma de cohérence territoriale est élaboré par la CACEM (Communauté d'Agglomération du Centre de la Martinique), Établissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) à fiscalité propre, ce qui est conforme aux dispositions de l'article L. 143-16 – 1° du Code de l'Urbanisme.

1.2 – La procédure

Par délibération n° 02-00048/2023, en date du 05 avril 2023, le Conseil Communautaire de la CACEM a prescrit la révision du SCoT et défini les objectifs et les modalités de concertation associées. Un porter-à-connaissance de l'État daté du 22 avril 2024 a été transmis au Président de la CACEM et une note d'enjeu des services de l'État a été transmise le 5 novembre 2024.

Trois réunions de travail ont été tenues dans le cadre de l'association :

- le 9 septembre 2024 (présentation du diagnostic),
- le 7 octobre 2025 (PAS, DOO, DAACL et programme d'actions)
- et le 9 octobre 2025 (Loi Littoral).

Le projet de SCoT a été arrêté en Conseil communautaire le 28 janvier 2026.

Il a fait l'objet d'un avis favorable de la Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (CDPENAF) le 5 mai 2026.

1.3 – La forme

Le dossier soumis à l'avis des services de l'État comporte l'ensemble des documents prévus à l'article L. 141-2 du Code de l'Urbanisme.

2 - Compatibilité avec le Schéma d'Aménagement Régional

Le SAR de Martinique tient lieu, à la fois, de Schéma de Mise en Valeur de la Mer et de Schéma Régional de Cohérence Écologique. Adopté en 1998, il structure les exigences de planification auxquelles le SCoT doit se montrer compatible. La Justification des choix retenus consacre un tableau thématique détaillé (p. 82-86 du document Annexes – Justification des choix retenus) à démontrer cette compatibilité point par point.

Thème 1 — Développement urbain et agriculture

Le SCoT affiche une orientation de maîtrise de l'urbanisation globalement compatible avec les prescriptions du SAR. L'objectif de consommation d'ENAF retenu pour la période 2021-2030 — 160,7 ha selon la Justification des choix (p. 65), correspondant à une réduction de 50 % de la consommation de la décennie précédente (321,4 ha) — est conforme aux objectifs de la loi Climat et Résilience (loi n° 2021-1104). Toutefois, l'objectif est exprimé différemment dans chacune des pièces (161 ha au PAS, 158 ha au DOO, 160,7 ha à la Justification), ce qui nécessite une harmonisation avant approbation.

Thème 2 — Biodiversité et gestion de l'eau

Les orientations de renaturation, la méthodologie de la trame verte et bleue et la protection des réservoirs de biodiversité sont globalement conformes aux prescriptions du SAR valant SRCE.

L'articulation avec le SDAGE 2022-2027 est démontrée de manière détaillée (Justification p. 89-92).

En revanche, le conditionnement de l'urbanisation à la conformité de l'assainissement reste insuffisamment prescriptif : aucune des vingt-cinq stations d'épuration n'est globalement conforme (RPQS 2022), et le contentieux européen en cours contre Fort-de-France au titre de la directive 91/271/CEE n'est pas mentionné dans les pièces.

Thème 3 — Infrastructures et mobilité

L'armature de polarités hiérarchisées, les navettes maritimes (Port Cohé, Étang Z'Abricots) et la stratégie de « ville des courtes distances » répondent aux exigences du SAR. Les projets de mobilité maritime sont intégrés, y compris la nouvelle DSP Blue Lines (juillet 2024). Toutefois, le DOO demeure dépourvu d'objectifs chiffrés de report modal et les prescriptions relatives à la desserte TCSP des nouvelles opérations demeurent indicatives, sans traduction opposable.

Thème 4 — Document Stratégique de Bassin Maritime et volet portuaire

Il est relevé l'absence de référence au Document Stratégique de Bassin Maritime (DSBM) Antilles de 2021, qui a une force juridique de compatibilité avec les documents de planification inférieurs dont le SCoT. Ce document avait été abordé lors des ateliers de la révision et ses dix fiches thématiques auraient dû constituer une source d'orientations pour le volet maritime du SCoT.

Par ailleurs, le projet stratégique du Grand Port Maritime de la Martinique (GPMM), pivot du commerce extérieur et du développement économique du territoire, n'est pas mentionné dans les pièces du SCoT. Les projets structurants du GPMM — extension du port de l'Étang Z'Abricots, réhabilitation du Port Cohé, création de zones de mouillage et d'équipements légers (ZMEL) — auraient dû être étayés dans le PAS et le DOO. **Il est demandé que le SCoT référence le DSBM Antilles 2021 comme document de compatibilité et intègre les orientations du projet stratégique du GPMM dans ses pièces opposables.**

3. Environnement et biodiversité

3.1 Trame verte et bleue

La méthodologie de la trame verte et bleue (TVB) est rigoureuse, structurée en trois sous-trames différenciées : milieux arbustifs et arborés, milieux aquatiques et humides, milieux marins et littoraux. La distinction entre réservoirs de niveau 1 et de niveau 2 constitue un apport positif par rapport au SCoT de 2016.

Plusieurs insuffisances opérationnelles sont relevées. L'intégralité de la réserve biologique des Pitons du Carbet — classée au patrimoine mondial UNESCO depuis 2023 et réserve de biosphère depuis 2021 — doit être incluse en réservoir de type 1 dans la cartographie du DOO. Le DOO n'impose pas de seuils métriques contraignants pour la continuité fonctionnelle des corridors écologiques. L'identification et la protection réglementaire des espaces naturels relais en milieu urbain sont entièrement renvoyées aux documents d'urbanisme locaux, alors que l'échelle intercommunale du SCoT est précisément la plus pertinente pour garantir la continuité des trames entre les quatre communes. Les indicateurs de suivi doivent être complétés par des indicateurs biologiques de fonctionnalité (richesses spécifiques, bio-marqueurs), conformément à l'article L. 143-28 du Code de l'urbanisme.

3.2 Biodiversité et espèces

Le SCoT traite de la faune terrestre de manière insuffisamment détaillée et s'appuie sur des données de l'ancien ONCFS (aujourd'hui OFB) qui sont obsolètes. La liste rouge faune de Martinique publiée en 2020 aurait dû constituer la base de référence. Les espèces exotiques envahissantes (EEE) — dont l'iguane commun, dont l'impact sur la biodiversité est significatif — sont à peine évoquées.

Le SCoT n'intègre pas le principe de zéro perte nette de biodiversité prévu par l'article L. 163-1 du Code de l'environnement. Tout aménagement doit être compensé à hauteur de la valeur écologique des zones concernées. De même, le régime des dérogations à l'interdiction de destruction des espèces protégées (articles L. 411-1 et L. 411-2 du Code de l'environnement) est mentionné sans que ses implications pour les projets d'aménagement n'en découlent précisément, notamment s'agissant des exigences de la séquence éviter-réduire-compenser.

3.3 Espaces forestiers et régime forestier

Les prescriptions relatives aux coupes d'arbres soulignent une confusion entre la gestion sylvicole durable et les travaux de défrichement : les coupes effectuées dans le cadre d'une gestion sylvicole agréée, dans la mesure où elles ne mettent pas fin à la destination forestière du sol, ne sont pas soumises à l'obligation de compensation prescrite par le DOO (p. 21). Il est demandé que cette distinction soit clarifiée (Code forestier, art. L. 214-13 et s.).

Par ailleurs, le DOO prévoit que les boisements situés dans l'emprise de lignes à haute tension pourront faire l'objet d'un classement en Espace Boisé Classé (EBC). L'ONF attire l'attention sur l'incompatibilité potentielle d'un tel classement avec les autorisations de défrichement délivrées pour l'entretien de ces lignes. Ce point mérite d'être explicité dans le DOO.

4 – Risques naturels et adaptation au changement climatique

4.1 Risques naturels

Le DOO prend bien en compte les risques naturels dans les documents d'urbanisme. Il impose une gestion rigoureuse des eaux pluviales pour prévenir les inondations, encadre le dimensionnement des ouvrages et prescrit une planification à l'échelle du territoire.

Les quatre PPRN ont été approuvés en 2013 et sont tous en cours de révision.

Le territoire a enregistré 22 arrêtés de catastrophes naturelles entre 1990 et 2020. Deux observations ponctuelles sont formulées sur le DOO : la phrase de la page 14 relative aux zones d'expansion des crues doit être rédigée en terme de « préservation » de ces zones et non de « création », et une erreur de renvoi page 45 doit être corrigée.

Le PPRT de la SARA et d'Antilles-Gaz, expiré depuis décembre 2021, n'est pas mentionné dans les pièces du SCoT. La CACEM comptant environ 70 ICPE dont plusieurs en seuil haut SEVESO, cette absence constitue une lacune qui doit être corrigée.

4.2 Recul du trait de côte et changement climatique

L'intégration du recul du trait de côte comme facteur structurant de l'armature constitue l'une des évolutions les plus significatives du présent SCoT. Les projections issues de l'étude CEREMA de 2022 sont bien intégrées : à l'horizon 2150, lors d'épisodes cycloniques, les centres-villes de Fort-de-France et Schoelcher se trouveront sous près de deux mètres d'eau.

Il est à souligner que la station d'épuration de Dillon — seule station présentant une conformité locale de traitement selon le Rapport sur le Prix et la Qualité du Service 2022 — est identifiée dans le diagnostic (p. 139) comme infrastructure stratégique qui sera rendue impraticable à l'horizon 2150. Cette vulnérabilité climatique de long terme ne figure pas dans le DOO ni dans le PAS. Des prescriptions d'anticipation (renforcement ou relocalisation) doivent y être introduites.

La Trajectoire de Réchauffement de Référence pour l'Adaptation au Changement Climatique (TRACC) a été publiée par décret n° 2026-23 du 23 janvier 2026 et arrêté du 23 janvier 2026 (mesure 23 du 3e Plan national d'adaptation au changement climatique — PNACC). Pour la Martinique, la TRACC fixe les niveaux de réchauffement suivants par rapport à l'ère préindustrielle : +1,4 °C à l'horizon 2030, +1,9 °C à l'horizon 2050 et +2,7 °C à l'horizon 2100. Le SCoT doit intégrer explicitement la TRACC comme référence de planification, en application du décret n° 2026-23, et calibrer ses prescriptions relatives aux zones à risques, au recul du trait de côte et aux infrastructures stratégiques sur ces horizons de réchauffement. Il est demandé que le PAS et le DOO fassent expressément référence au décret n° 2026-23 du 23 janvier 2026 et à l'arrêté du même jour fixant la TRACC pour la Martinique.

Par ailleurs, si Schoelcher est bien inscrite au décret de 2024 sur le recul du trait de côte, le DOO doit explicitement prescrire que la zone 0-30 ans est inconstructible.

5 – Littoral

Le SCoT arrêté en janvier 2026 constitue la première version du SCoT de la CACEM à traduire les dispositions de la loi Littoral dans un chapitre spécifique du DOO. Cette intégration, absente du SCoT de 2016, constitue une avancée juridique importante pour la sécurité des PLU des communes de Fort-de-France, Schoelcher et Le Lamentin. La méthodologie est documentée dans la Justification des choix (p. 73-79) avec les critères retenus pour définir l'agglomération continue (distance maximale de 50 m entre bâtis, minimum de 40 bâtis, présence d'équipements collectifs) et les espaces proches du rivage (risques littoraux, infrastructures structurantes, co-visibilité).

La traduction de la Loi Littoral se traduit par une cartographie opposable dans le DOO à la page 105, accompagnée de précisions et d'explications des pages 106 à 113.

Le diagnostic (p. 142) rappelle par ailleurs que le périmètre des 50 pas géométriques est minéralisé à 79 % sur Fort-de-France et Schoelcher. Cette situation appelle des prescriptions renforcées en matière de renaturation et de désartificialisation du littoral.

Enfin, les zones commerciales des Mangles, de Californie et de la Galleria, identifiées comme Secteurs d'Implantation Périphérique dans le DAACL, se situent à proximité immédiate du littoral et soulèvent, selon le diagnostic (p. 77), « de fortes questions quant à leur devenir ». Le DAACL ne prévoit pas de doctrine de relocalisation ou de trajectoire d'adaptation pour ces zones, qui seront directement impactées par la montée des eaux à horizon 2100-2150.

5.1 Volet maritime — absence du chapitre valant SMVM

Les services de l'État relèvent que la révision du SCoT constituait l'opportunité d'élaborer un chapitre individualisé valant Schéma de Mise en Valeur de la Mer (SMVM), possibilité ouverte par le législateur et non saisie en l'espèce. L'absence d'un tel volet prive le SCoT d'un cadre d'opposabilité pour la gestion des espaces maritimes et littoraux, qui concentrent des enjeux économiques (tourisme, nautisme, commerce maritime, pêche), sociaux et environnementaux majeurs, notamment du fait de l'importance des surfaces de mangrove.

Les enjeux littoraux et maritimes sont abordés dans les différents documents du SCoT sous l'angle du développement économique et de la préservation des milieux, mais ne sont pas concrètement déclinés dans le plan d'action. Il est notamment relevé :

- L'absence de référence au Document Stratégique de Bassin Maritime (DSBM) Antilles de 2021, document ayant une force juridique de compatibilité avec les documents inférieurs dont le SCoT (voir §2).
- L'absence de mention du projet stratégique du GPMM et de ses projets structurants : extension du port de l'Étang Z'Abricots, réhabilitation du Port Cohé, création de ZMEL.
- Le manque d'intégration et de spatialisation des enjeux du contrat de baie, qui aurait permis de conférer une vocation précise aux différentes zones à préserver ou à développer.
- La nécessité d'organiser le partage des usages dans les zones très fréquentées, notamment à Schoelcher entre activités de pêche, loisirs nautiques et plaisance, et en baie des Flamands entre baigneurs, plaisance et transport maritime.
- L'indication qu'une partie de la façade maritime de la CACEM est interdite à la pêche et se situe en zone chlordécone, ce qui n'est pas mentionné dans les pièces du SCoT.

Il est demandé que le SCoT soit complété par un volet maritime ou, à défaut, que les orientations relatives à la gestion des espaces maritimes, à la gouvernance des usages et aux projets portuaires structurants soient intégrées dans les pièces opposables du DOO et du PAS.

6 - Zéro Artificialisation Nette et trajectoire foncière

La trajectoire ZAN constitue l'un des apports centraux de la révision du SCoT. La Justification des choix (pp. 60-68) présente une analyse détaillée de la consommation historique d'ENAF sur la période 2011-2021 : 321,4 ha selon les données du portail CEREMA, dont 23 % de la consommation martiniquaise. Il est pris acte de la démarche de correction des données de 2021 au Lamentin — qui a identifié et validé avec la commune et le CEREMA une surestimation de 23 ha — rigueur méthodologique saluée.

Cependant, la période de la troisième tranche est incohérente : le PAS indique « 2041-2050 » pour 90 ha, tandis que la Justification retient « 2041-2046 » pour 45 ha, période seule cohérente avec la durée du SCoT.

Sur la forme, il est rappelé que la création ou l'extension de nouveaux sites d'activités économiques n'est admise qu'à titre exceptionnel, en application de l'article L. 141-3 du Code de l'urbanisme.

Avec moins de 1,7 ha disponible sur 191,7 ha de Secteurs d'Implantation Périphériques stratégiques (SIP) et un coefficient d'emprise au sol moyen de 0,32 (Diagnostic p. 77), le potentiel de densification des zones existantes est réel. Cette démonstration est insuffisante dans les pièces arrêtées.

7 - Logement et habitat

Les orientations du SCoT en matière d'habitat sont globalement cohérentes avec les enjeux du territoire. La volonté de privilégier le renouvellement urbain (60 % de la production), la mobilisation des friches et la requalification des centralités constitue une orientation vertueuse au regard de la contrainte ZAN. L'objectif de remise sur le marché de 1 800 logements vacants à l'horizon 2046 est apprécié positivement.

7.1 Incohérences sur les objectifs de production

Trois incohérences réglementaires appellent des corrections. En premier lieu, l'objectif de production de logements est exprimé différemment au sein de la Justification des choix elle-même : 11 000 logements (pp. 47 et 82) contre 9 200 logements utilisés pour le calcul de l'enveloppe foncière extension de 100 ha (p. 65). Cette incohérence fragilise la démonstration de la justification foncière.

En deuxième lieu, le PLH de la CACEM prévoit un objectif moyen de 827 logements par an, soit environ 35 % de la production globale en logements locatifs sociaux. Cet écart avec l'objectif de 550 logements par an fixé par le SCoT n'est pas explicité dans les pièces. Cette divergence doit être justifiée ou harmonisée.

En troisième lieu, les règles de densité du DOO (pp. 94, 95 et 101) sont peu lisibles et difficilement opposables. L'absence de définition claire entre densité moyenne et densité minimale fragilise la portée juridique des orientations du SCoT et leur déclinaison dans les documents d'urbanisme locaux.

7.2 Lacunes qualitatives

Le Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) de Fort-de-France, engagé par convention avec l'ANRU en 2021 et portant en particulier sur le centre-ville, le quartier Bon Air et Volga-Plage, n'est pas mentionné dans les pièces du SCoT alors qu'il constitue un outil opérationnel central pour les objectifs de renouvellement urbain affichés par le PAS (p. 29).

La lutte contre l'habitat indigne, priorité forte en Martinique avec plus de 30 000 logements vétustes à l'échelle territoriale, est insuffisamment développée. Le SCoT gagnerait à articuler explicitement sa contribution avec les dispositifs opérationnels existants (PALHIM, PDLHI, PILHI de la CACEM, OPAH-RU de Fort-de-France).

Les dispositions relatives à l'adaptation de l'offre aux besoins des publics spécifiques — personnes âgées, personnes en perte d'autonomie, étudiants, ménages modestes — restent trop générales. Les outils que sont le Prêt Social Location-Accession (PSLA) et le Bail Réel Solidaire (BRS) ne sont pas explicités.

7.3 Opposabilité des Orientations d'Aménagement et de Programmation

Le DOO recommande la mise en place d'Orientations d'Aménagement et de Programmation pour chaque polarité (p. 82). L'absence de précision quant à leur échelle est problématique : une échelle trop large limite la portée opérationnelle. Il conviendrait que le DOO prescrive une échelle plus fine — à l'îlot pour la polarité principale, à minima au quartier pour les autres polarités. Il est rappelé que les prescriptions du DOO en matière de densité et de logement social doivent être formulées avec une opposabilité effective suffisante pour s'imposer aux documents d'urbanisme locaux par le rapport de compatibilité.

8 - Mobilités

L'approche multimodale du DOO — transports collectifs, mobilités actives, solutions alternatives et transport maritime — est cohérente avec l'objectif de réduction de la dépendance à la voiture individuelle. Le réseau TCSP existant constitue un ancrage pertinent, et la stratégie de « ville des courtes distances » est bien formalisée. L'intégration des navettes maritimes (port Cohé, Étang Z'Abriots) et des « chemin chiens » et « wets » comme liaisons douces interquartiers sont des éléments adaptés au contexte local et appréciés positivement.

Trois lacunes sont néanmoins identifiées. En premier lieu, l'articulation avec le Plan de Mobilité (PDM) de Martinique Transport, actuellement en cours d'élaboration, n'apparaît pas dans le tableau d'articulation du résumé non technique.

En deuxième lieu, les liaisons entre polarités relais sont insuffisamment traitées : Étang Z'Abriots et Basse-Gondeau-Acajou, pourtant proches, ne sont pas connectés par les TC.

En troisième lieu, les recommandations du DOO sur les itinéraires de liaisons douces gagneraient à intégrer les projets d'infrastructures cyclables actuellement en cours sur le territoire de Fort-de-France.

9. Économie, agriculture et commerce

9.1 Développement économique

La stratégie de structuration du développement économique autour de polarités et d'espaces stratégiques est pertinente et adaptée au rôle structurant de la CACEM à l'échelle régionale (environ 60 % des emplois et 80 % des activités économiques de la Martinique). Toutefois, la territorialisation de la stratégie économique doit être renforcée. La prise en compte des transitions en cours — transition numérique, économie sociale et solidaire, économie circulaire, adaptation au changement climatique — est insuffisamment développée.

Il est souligné que le DOO présente une incohérence interne : la limitation de l'implantation d'équipements publics dans les zones d'activités (DOO p. 84) apparaît en contradiction avec l'objectif de promotion de la « ville des courtes distances » (DOO p. 90), qui repose précisément sur la proximité entre logements, services et équipements. Cette incohérence doit être levée.

9.2 Principe de l'exceptionnalité pour la création et l'extension de sites d'activités

Conformément à l'article L. 141-3 du Code de l'urbanisme, la création ou l'extension de nouveaux sites d'activités économiques n'est admise qu'à titre exceptionnel. Le DOO doit démontrer que les capacités d'accueil des sites existants et les potentiels de densification et de requalification des zones d'activités en place ont été préalablement épuisés. Le Diagnostic (p. 77) montre que sur 191,7 ha de SIP, moins de 1,7 ha est disponible et que plusieurs friches mobilisables existent (Jambette, Dillon, Les Mangles, La Batellerie). La densification et la requalification des zones existantes doivent être prescrites comme la voie prioritaire.

9.3 Agriculture

Les orientations agricoles sont globalement satisfaisantes : sanctuarisation des terres non chlordéconées, doctrine d'usage adapté des terres contaminées, préservation de la campagne habitée et encouragement des circuits courts. Cependant, le Plan chlordécone IV (2021-2027) n'est pas référencé dans les pièces du SCoT comme document-cadre, alors même que la chlordécone est mentionnée à de nombreuses reprises. Il conviendra d'y faire référence.

Sur la stratégie foncière et les objectifs ZAN : il est confirmé que les plafonds de consommation d'EN-AF retenus (160,7 ha pour 2021-2030, 112,5 ha pour 2031-2040, 45 ha pour 2041-2046) correspondent bien aux objectifs de la loi Climat et Résilience. Cependant une incohérence de calcul dans le DOO : l'évaluation de l'enveloppe disponible à 158 ha contrevient aux chiffres présentés, car la consommation effective depuis 2021 est estimée à 117,8 ha, portant l'enveloppe réellement disponible à environ 201 ha et non 158 ha. Cette incohérence devra être corrigée. L'enveloppe constitue un plafond et non un objectif de consommation, et qu'à l'occasion de l'élaboration de leur PLU, les communes devront fournir une étude détaillée des potentiels fonciers résiduels disponibles au sein de l'enveloppe bâtie avant d'investir du foncier en extension.

Sur l'agriculture et l'agritourisme : Il est à souligner que les constructions s'inscrivant dans le cadre d'un projet agritouristique ne répondent pas à la qualification de construction à caractère fonctionnel nécessaire aux exploitations agricoles. De fait, elles ne peuvent être regardées comme des constructions nécessaires à l'activité agricole et autorisées en extension de l'urbanisation en discontinuité avec les agglomérations et villages existants, dans les communes littorales relevant de la loi Littoral. Il est recommandé par ailleurs que le diagnostic agricole prescrit par le SCoT aille au-delà d'une simple étude orientative : il devra analyser les interactions agriculture/développement communal afin de permettre à chaque commune d'imaginer un projet de territoire cohérent en termes d'équilibre des espaces.

Sur l'extension de la ZAE de Choco Choisy (Saint-Joseph) : cette zone est implantée en espace agricole du SAR, située en AOC, siège d'une exploitation déclarée à la PAC, et contribue à un étalement urbain linéaire de 500 m. Tout morcellement futur sera soumis à autorisation de la Commission Territoriale d'Aménagement Foncier (CTAF). Cette dérogation va à l'encontre des objectifs du DOO et devra être dûment justifiée au regard des objectifs de protection des terres agricoles et de limitation de l'artificialisation (art. L. 141-3 CU ; art. L. 143-2 CU).

Sur la compensation des coupes sylvicoles : les coupes d'arbres effectuées dans le cadre d'une gestion durable des forêts (encadrées par documents de gestion agréés) n'ont pas pour effet de mettre fin à la destination forestière du sol. La mise en place d'une compensation dans les documents d'urbanisme n'est donc pas justifiée pour ces cas. Cette clarification doit être intégrée au DOO (p. 21, réf. : Code forestier, art. L. 214-13 et s.).

9.3 bis – Productions sous le signe de la qualité : filière AOC Rhum de la Martinique

Il est relevé que le diagnostic agricole du SCoT ne fait aucune référence à la présence de cannes à sucre ni au zonage en AOC « Rhum de la Martinique », alors que le territoire comprend 25 sièges d'exploitation concernés par cette appellation sur les communes de Fort-de-France, Le Lamentin et Saint-Joseph. Ces communes sont situées dans l'aire parcellaire délimitée de l'Appellation d'Origine Contrôlée « Rhum de la Martinique », et appartiennent également aux aires de production des IGP « Rhum de sucrerie de la Baie du Galion », « Rhum des Antilles françaises » et « Rhum des départements français d'outre-mer ».

Il est demandé que le diagnostic agricole soit revu pour intégrer ces informations et les données cartographiques correspondantes. La présence de l'AOC Rhum de la Martinique — produit de qualité ancré sur le territoire, garant d'emplois locaux et vecteur d'attractivité touristique — constitue un atout que le SCoT doit valoriser dans ses orientations économiques et agricoles, en application de l'article L. 141-4 CU et des articles L. 641-1 et suivants du Code rural et de la pêche maritime.

Par ailleurs, le secteur de Choco Choisy sur la commune de Saint-Joseph soulève des inquiétudes quant à la pérennité des terres agricoles concernées. La commune présente des terres favorables à la production de canne à sucre à destination de l'AOC « Rhum de la Martinique » (révision de la délimitation parcellaire, 2020). Le SCoT doit prescrire une orientation de protection des terres agricoles incluses dans le périmètre AOC de ce secteur, cohérente avec les objectifs ZAN et de préservation des espaces agricoles du SAR (art. L. 141-3 CU).

En conclusion, il est demandé que :

- les productions sous SIQO soient répertoriées dans le diagnostic agricole ;
- la filière AOC Rhum de la Martinique soit mise en valeur dans les orientations économiques et touristiques ;
- la délimitation de l'aire parcellaire AOC soit intégrée dans les documents du SCoT ;
- les secteurs à enjeux de Saint-Joseph bénéficient d'une protection explicite dans les prescriptions du DOO.

9.4 Le document d'aménagement artisanal, commercial et logistique

Le Document d'Aménagement Artisanal, Commercial et Logistique constitue l'une des nouvelles pièces obligatoires introduites par la loi Élan et la loi Climat et Résilience. Le tableau de synthèse (DAACL p. 8) ne mentionne pas les surfaces de vente maximales par site et par type de commerce, alors que l'article L. 141-6 du Code de l'urbanisme les exige.

10. Eau, assainissement et santé environnementale

10.1 Eau potable et assainissement

La gestion de l'eau et de l'assainissement constitue l'un des défis les plus aigus du territoire. Le rendement du réseau d'eau potable s'établissait à 64 % en 2020 — valeur surestimée que les travaux de fiabilisation ont ramenée à 56 % en 2023. Ce sont ces 56 % qui doivent être retenus comme référence de base dans les indicateurs de suivi. L'assainissement est en situation de non-conformité généralisée : aucune des vingt-cinq stations d'épuration n'est globalement conforme au RPQS 2022, et le taux de conformité des 33 000 installations d'assainissement non collectif ne dépasse pas 2 %.

Le contentieux européen en cours contre Fort-de-France au titre de la directive DERU (91/271/CEE) n'est mentionné nulle part dans les pièces du SCoT. Ce contentieux constitue une contrainte juridique et financière majeure qui doit apparaître dans le document.

Sur le plan des prescriptions du DOO, le terme « pré-traitement » utilisé aux pages 32 et 34 est impropre : il suggère l'existence d'un post-traitement qui n'existe pas. Le terme « traitement » doit y être substitué. De même, les schémas directeurs d'assainissement des eaux usées et pluviales sont « recommandés » par le DOO (pp. 33-34) alors qu'ils devraient être rendus obligatoires. Par ailleurs, le DOO n'anticipe pas les futures extensions du système d'assainissement collectif.

10.2 Masses d'eau côtières

Les baies de Fort-de-France et de Génipa, dont l'état écologique est jugé médiocre à mauvais par le SDAGE 2022-2027, font face à des problèmes d'envasement et d'érosion de la biodiversité. Ces masses d'eau sont classées en zone sensible à l'eutrophisation, ce qui n'est pas mentionné dans le diagnostic et a des conséquences sur les exigences appliquées aux stations d'épuration situées sur leurs bassins versants.

Les recommandations du SCoT méritent un traitement plus prescriptif.

10.3 Santé environnementale

L'Agence Régionale de Santé souligne la qualité générale de la prise en compte des enjeux de santé environnementale dans le SCoT. Elle émet toutefois plusieurs observations : le Plan Régional Santé Environnement n° 3 est cité dans le diagnostic et la justification des choix alors qu'il n'est plus en vigueur ; c'est le PRSE 4, actuellement en vigueur, qui doit être référencé. L'ARS recommande par ailleurs l'intégration d'une évaluation d'Impact sur la Santé (EIS) au PAS, outil essentiel pour la prise en compte globale des déterminants de santé dans l'aménagement.

11. Énergie

La carte du DOO (p. 37) et le paragraphe p. 42, qui font référence aux zones favorables à l'éolien sur la base du Schéma Régional Éolien de 2013, doivent être mis à jour pour se fonder sur la cartographie informative des zones favorables à l'éolien terrestre de Martinique de juillet 2023, réalisée conformément à l'instruction gouvernementale du 26 mai 2021.

La Justification des choix indique (p. 27) que les cartographies des zones d'accélération pour les énergies renouvelables (ZAENR) n'ont pas été reprises dans le DOO « afin de ne pas constituer un éventuel frein à d'autres projets de développement ». Si cette justification est explicitement énoncée, elle est contestable au regard de l'article L. 141-10 du Code de l'urbanisme, qui dispose que le DOO peut définir les objectifs de développement de l'exploitation des énergies renouvelables en tenant compte des zones d'accélération définies en application de l'article L. 141-5-3 du Code de l'énergie. L'absence de cartographie ZAENR dans le DOO crée une insécurité juridique.

12. Patrimoine

Le territoire de la CACEM compte 40 monuments historiques : 35 à Fort-de-France, 3 au Lamentin, 1 à Saint-Joseph et 1 à Schoelcher. Les Pitons du Carbet, classés réserve de biosphère UNESCO en 2021 et inscrits au patrimoine mondial en 2023, constituent un atout patrimonial et touristique exceptionnel. Les orientations du DOO relatives au patrimoine bâti traditionnel (architecture créole, routes-paysage, points de vue remarquables) sont pertinentes. Les services de l'État invitent à vérifier l'existence de Sites Patrimoniaux Remarquables (SPR) sur les communes de la CACEM et à prendre l'attache du service départemental de l'architecture et du patrimoine (UDAP).

12.1 Archéologie préventive

Le territoire de la CACEM comprend un patrimoine archéologique riche, aussi bien pour la période pré-colombienne que pour les époques moderne et contemporaine. L'intensification des aménagements constitue une menace pour ce patrimoine non renouvelable : les nombreux sites localisés sur la bande littorale sont particulièrement vulnérables du fait de la pression foncière et de l'érosion liée à la montée du niveau marin.

À ce jour, seule la commune de Fort-de-France dispose d'une Zone de Présomption de Prescriptions Archéologiques (ZPPA). L'établissement de telles zones sur les communes du territoire qui en sont actuellement dépourvues constitue à moyen terme un objectif majeur de l'État.

Le DOO doit mieux intégrer les enjeux de l'archéologie préventive afin :

- (1) d'anticiper les procédures en amont des projets d'aménagement, en application des articles R. 523-1 et suivants du Code du patrimoine ;
- (2) d'orienter les maîtres d'ouvrage dans le choix d'implantation des projets en intégrant les données de la carte archéologique nationale (articles L. 522-5, L. 522-6, R. 522-4 et R. 522-5 du Code du patrimoine) ;
- (3) de valoriser ce patrimoine comme vecteur d'identité territoriale et d'attractivité. Il est rappelé que l'absence de ZPPA ne signifie pas qu'un projet est sans impact sur le patrimoine archéologique : seul le service de l'archéologie (DAC) est en mesure d'évaluer cet impact.

12.2 Monuments historiques, Sites Patrimoniaux Remarquables et bien UNESCO

De nombreuses servitudes patrimoniales sont présentes sur le territoire de la CACEM (AC1 – Monuments historiques, AC2 – Sites, AC4 – Sites Patrimoniaux Remarquables), consultables sur l'Atlas des Pa-

trimoines. Le SCoT doit prescrire leur prise en compte dans les orientations d'aménagement du territoire.

Le périmètre de protection de 500 m autour des monuments historiques, au sein duquel tout projet est soumis à l'avis de l'Architecte des Bâtiments de France (ABF) en application de l'article L. 621-30 du Code du patrimoine, n'est pas intégré dans les orientations du DOO. Le SCoT doit affirmer une orientation de prise en compte des abords des 40 monuments historiques du territoire et encourager la création de périmètres délimités des abords (PDA).

À ce jour, aucun Site Patrimonial Remarquable (SPR) n'existe au sein de la CACEM. Les services de l'État invitent la CACEM à s'emparer de cet outil (loi n° 2016-925 du 7 juillet 2016 — art. L. 631-1 et s. du Code du patrimoine) à l'échelle intercommunale pour la protection et la valorisation des centres bourgs et des quartiers historiques.

Le bien inscrit au patrimoine mondial de l'UNESCO — Les volcans et forêts de la Montagne Pelée et des pitons du nord de la Martinique — figure sur le territoire. Le DOO doit tirer pleinement les implications de ce double statut (réserve de biosphère et patrimoine mondial) en termes de compatibilité et de prescription de préservation renforcée dans les orientations du SCoT.

12.3 Labels patrimoniaux et valorisation territoriale

Les services de l'État invitent le SCoT de la CACEM à intégrer dans ses orientations les politiques de labellisation du ministère de la Culture comme outils de valorisation territoriale :

- Label « Ville ou Pays d'art et d'histoire » (VPAH) : absent du territoire, son obtention constituerait une opportunité de valorisation touristique et culturelle à encourager dans les orientations du SCoT.
- Label « Jardin remarquable » : deux jardins labellisés sur le territoire — le Jardin de Balata à Fort-de-France et la Ferme Perrine au Lamentin. Leur mise en réseau dans les orientations touristiques du SCoT est encouragée.
- Label « Maisons des Illustres » : le théâtre et espace muséal Aimé Césaire à Fort-de-France est l'unique lieu labellisé. – Label « Architecture contemporaine remarquable » : 14 bâtiments labellisés à Fort-de-France, 1 au Lamentin et 1 lotissement à Schoelcher. Ces patrimoines doivent être intégrés dans les stratégies de valorisation du SCoT.

12.4 Développement urbain et qualité architecturale

Les services de l'État soulignent la nécessité d'une approche intercommunale pour les orientations en matière de cadre de vie et de qualité architecturale. Le SCoT doit préconiser des architectures contemporaines sobres adaptées au climat, travaillant sur des typologies de tissus urbains végétalisés et peu imperméabilisés, capables de s'adapter aux événements climatiques. Des matériaux durables tenant compte du déphasage de la chaleur et favorisant les filières locales doivent être encouragés dans les prescriptions du DOO.

Il est recommandé que le SCoT s'appuie sur une structure commune d'observation, de valorisation et de recherche sur l'urbanisme et l'architecture pour développer l'innovation et l'expérimentation à l'échelle intercommunale.

13. Erreurs factuelles à corriger dans le diagnostic

L'examen du Diagnostic et de l'État Initial de l'Environnement révèle plusieurs erreurs factuelles qui doivent être corrigées avant mise à l'enquête publique.

La rivière Blanche (p. 192) est décrite comme traversant la commune du Lamentin, ce qui est inexact : sa limite se situe à la confluence avec la Lézarde. Elle prend naissance sur la commune de Fonds-Saint-Denis et longe Schoelcher et Fort-de-France.

L'état écologique des masses d'eau (p. 193) comporte des erreurs. D'après les fiches masses d'eau du SDAGE 2022-2027 basées sur l'état des lieux 2019, l'état écologique de la Case Navire Amont est bon (non médiocre) et l'état écologique de la Rivière Blanche est également bon (non médiocre). La baie de Génipa présente un état écologique médiocre (p. 196).

Le rendement des réseaux d'eau potable annoncé à 64 % en 2020 (p. 198) est surestimé. Un travail de fiabilisation des données a ramené le rendement moyen à 56 % en 2023. C'est cette valeur qui doit être retenue comme référence dans les indicateurs de suivi (Justification p. 108).

14. Synthèse des demandes de l'État

En application de l'article L. 143-20 du Code de l'urbanisme, les services de l'État formulent les demandes suivantes, distinguées selon qu'elles concernent des modifications nécessaires avant approbation ou des améliorations souhaitées.

14.1 Modifications nécessaires avant approbation

Demande	Réf. du dossier	Base réglementaire
1. Harmoniser les trois valeurs contradictoires de l'objectif ZAN 2021-2030 (PAS : 161 ha, DOO : 158 ha, Justif. : 160,7 ha) ; corriger la période de la 3e tranche (2041-2046 et non 2041-2050)	PAS p. 36 ; DOO p. 100 ; Justif. p. 65	Art. L. 141-3 CU ; Loi 2021-1104
2. Harmoniser le programme de logements : 9 200 lgts (Justif. p. 66) vs 11 000 lgts (Justif. p. 48 et 83). Justifier ou combler l'écart avec le PLH (827 lgts/an)	Justif. pp. 48/66/83	Art. L. 141-4 CU
3. Compléter le DAACL par les surfaces de vente maximales (tableau DAACL p. 8)	DAACL p. 8	Art. L. 141-6 CU
4. Mentionner le contentieux DERU (directive 91/271/CEE) ; renforcer le conditionnement de l'urbanisation à la conformité des systèmes d'assainisse-	DOO p. 32 ; Justif. p.24	Directive 91/271/CEE

ment		
5. Démontrer le caractère exceptionnel de toute création ou extension de ZAE et prescrire la priorité de densification/requalification des sites existants	DOO	Art. L. 141-3 CU
6. Clarifier les règles de densité du DOO (pp. 94-101) : distinguer densité moyenne et minimale, rendre les prescriptions opposables	DOO pp. 94-101	Art. L. 141-4 CU
7. Lever l'incohérence entre limitation des équipements en ZAE (DOO p. 84) et ville des courtes distances (DOO p. 90)	DOO pp. 84, 90	Art. L. 141-4 CU
8. Corriger DOO p. 14 (« préservant » les zones d'expansion de crue, non « créant ») et l'erreur de renvoi p. 45	DOO pp. 14, 45	Qualité du document
9. Mettre à jour la référence à l'éolien (DOO pp. 37/42) : substituer SRE 2013 par la cartographie éolien de juillet 2023	DOO pp. 37, 42	Art. L. 141-10 CU
10. Corriger les états écologiques des masses d'eau (Diagnostic p. 193) et le parcours de la Rivière Blanche (p. 192)	Diagnostic pp. 192-193	SDAGE 2022-2027
11. Corriger le rendement AEP : retenir 56 % (2023, valeur fiabilisée) et non 64 % (2020, surestimé)	Diagnostic p. 198 ; Justif. p. 108	SDAGE 2022-2027
12. Remplacer PRSE 3 par PRSE 4 (en vigueur) dans le Diagnostic et la Justification des choix	Diagnostic, Justif.	PRSE 4 Martinique
13. Corriger le terme « pré-traitement » en « traitement » (DOO pp. 32 et 34)	DOO pp. 32, 34	Terminologie technique
14. Compléter le diagnostic agricole avec les SIQO et la filière AOC Rhum de la Martinique (25 sièges sur le territoire) ; intégrer la cartographie de l'aire parcelaire délimitée AOC	Diagnostic agricole	Art. L. 141-4 CU ; Art. L. 641-1 et s. CRPM
15. Référencer le Document Stratégique de Bassin Maritime (DSBM) Antilles 2021 comme document de compatibilité et intégrer les orientations du projet stratégique du GPMM	Absent des pièces	DSBM Antilles 2021 ; Compatibilité obligatoire
16. Intégrer un volet valant SMVM ou, à défaut, les orientations maritimes et littorales dans les pièces opposables du DOO et du PAS	Absent des pièces	Art. L. 141-3 CU ; SAR valant SMVM

14.2 Améliorations souhaitées

Amélioration	Réf. du dossier	Fondement
17. Inclure l'intégralité de la réserve biologique des Pitons du Carbet en réservoir de niveau 1 dans la cartographie du DOO	DOO p. 20	Art. L. 371-1 CE
18. Encadrer les coupes sylvicoles en gestion durable agréée : ne pas imposer de compensation lorsque la destination forestière est maintenue	DOO p. 21	Code forestier
19. Intégrer le principe de zéro perte nette de biodiversité (art. L. 163-1 CE) et renforcer la section espèces protégées (art. L. 411-1 CE) dans le DOO	PAS, DOO	Art. L. 163-1 et L. 411-1 CE
20. Anticiper l'extension du réseau d'assainissement collectif (attentes dans les ouvrages publics à proximité des réseaux existants)	DOO	Art. L. 2224-10 CGCT
21. Intégrer une Évaluation d'Impact sur la Santé (EIS) au PAS, dans le cadre de la démarche d'Urbanisme Favorable à la Santé	PAS	Reco. ARS
22. Mentionner le NPNRU de Fort-de-France (convention ANRU 2021) et articuler avec les objectifs de renouvellement urbain	PAS p. 29	Art. L. 141-4 CU
23. Renforcer le traitement de l'habitat indigne : articuler PALHIM, PDLHI, PILHI CACEM, RHI dans les orientations du DOO	DOO p. 98	Art. L. 141-4 CU
24. Préciser l'échelle des OAP (lot pour polarité principale, quartier pour les autres)	DOO p. 82	Art. L. 141-4 CU
25. Expliciter la réponse aux besoins des publics spécifiques (personnes âgées, étudiants, ménages modestes) et les outils PSLA et BRS	DOO p. 96	Art. L. 141-4 CU
26. Intégrer le PDM de Martinique Transport dans le tableau d'articulation	RNT ; Reco. Mobilités	LOM 2019
27. Prescrire une doctrine de reconversion ou relocalisation pour les ZAE littorales exposées (Mangles, Californie, Galleria)	DOO ; Diagnostic p. 77	Art. L. 141-3 CU
28. Renforcer les prescriptions sur les baies de Fort-de-France et Génipa (état médiocre/mauvais)	DOO ; Reco. Loi eau	SDAGE 2022-2027
29. Référencer le Plan chlอร์ดécone IV (2021-2027) et	PAS p. 15 ;	Plan chlอร์ดécone IV

prescrire les analyses de sols nécessaires	DOO p. 64	
30. Fixer des indicateurs de suivi biologique (fonctionnalité TVB, richesses spécifiques) en complément des indicateurs de surface	Justif. pp. 107-108	Art. L. 143-28 CU
31. Intégrer la TRACC (décr. n° 2026-23 du 23 janv. 2026) dans le PAS et le DOO comme référence de planification	PAS ; DOO risques	Décr. n° 2026-23 ; Arrêté 23 janv. 2026 ; PNACC mesure 23
32. Renforcer la prise en compte de l'archéologie préventive dans le DOO : intégrer les ZPPA et orienter vers la carte archéologique nationale	DOO p. 19	Code patrimoine art. R. 523-1 s.
33. Prescrire dans le DOO la prise en compte des abords des monuments historiques (PDA, avis ABF) dans les orientations d'aménagement du SCoT	DOO p. 19	Art. L. 621-30 Code patrimoine
34. S'emparer des outils SPR pour les centres bourgs et des politiques de labellisation (VPAH, Jardin remarquable, Maisons des Illustres)	DOO p. 19	Art. L. 631-1 Code patrimoine
35. Mieux intégrer et spatialiser les enjeux du contrat de baie dans le DOO	Absent des pièces	
36. Organiser le partage des usages en baie de Fort-de-France et baie des Flamands (pêche, nautisme, transport maritime, baignade)	Diagnostic ; DAACL	
37. Mettre en valeur la filière AOC Rhum de la Martinique sur les plans économique, de l'emploi et du tourisme ; protéger les secteurs AOC de Saint-Joseph (Choco Choisy, Cap Croisé, Presqu'île)	DOO agriculture ; DAACL	Art. L. 141-4 CU ; Art. L. 641-1 et s. CRPM

15. Conclusion

Vous m'avez transmis le projet de SCoT révisé de la Communauté d'Agglomération du Centre de la Martinique arrêté le 28 janvier 2026. Conformément à l'article L143-20 du code de l'urbanisme (CU), je vous fais part de l'avis des services de l'État relatif à ce projet.

Ce projet de SCoT constitue un document de planification ambitieux. Il marque une progression substantielle par rapport au SCoT de 2016, notamment avec l'intégration du changement climatique, la traduction de la loi Littoral pour la première fois, la trajectoire ZAN méthodologiquement fondée, un programme d'actions structuré et un DAACL conforme aux exigences de la loi Élan. Ces évolutions sont reconnues et appréciées.

Pour autant, le présent avis identifie des points qui devront être traités avant approbation. Ils se répartissent en deux catégories.

En premier lieu, des modifications nécessaires portant sur des non-conformités réglementaires :

- incohérences sur la trajectoire ZAN et le programme de logements,
- lacunes du DAACL sur les surfaces de vente maximales,
- absence de prise en compte du contentieux DERU,
- erreurs factuelles dans le Diagnostic.

Ces points ne peuvent être laissés en l'état.

En second lieu, des lacunes identifiées par mes services dans le cadre de la présente consultation, qui visent à améliorer et compléter le dossier. Elles sont synthétisées dans la partie « améliorations souhaitées ».

Compte-tenu des avancées positives constatées, j'émet un avis favorable sur le projet de SCoT sous réserve de prendre en compte les observations formulées plus haut.

Mes services se tiennent à disposition pour vous apporter tout complément d'information sur ces observations.

Signé le 21/05/2026

Le Directeur Adjoint de l'Environnement
de l'Aménagement et du Logement

Pierre Emmanuel VOS
Signature numérique 

CACEM
Communauté d'Agglomération du Centre de la Martinique

SERVICE COURRIER

SERVICES	COPIE	TRAIT
CAB		
DGS		
DGA1		
DGA2		
DGA3		
DGA4		☒
DGA5		

Date : 30 JUIN 2025

Arrivé: 206498	
Arrêt du SCOT révisé de la CACEM	
Reçu: 30/06/2026	
Rep : 29/08/2026	
DGA4	

Fort-de-France, le 27/05/2026

Monsieur le Président
Communauté d'Agglomération du Centre de la Martinique
Immeuble Les Cascades III
Place François Mitterrand - BP 407
97204 FORT-DE-FRANCE



V.REF. : LC/JG/DD/AFV/MW/AM/203824

Objet : Arrêt du SCOT révisé de la CACEM

Monsieur le Président,

J'accuse réception de votre courrier en date du 12 février 2026 portant sur le projet du SCoT révisé de votre territoire ainsi que du bilan de concertation associé qui ont été arrêtés par votre Conseil Communautaire en janvier 2026.

A ce titre vous sollicitez de MARTINIQUE TRANSPORT son avis sur les enjeux de la mobilité inscrits aux fiches 12 et 13 du programme d'actions :

- L'optimisation la mise en place de la Logistique Urbaine Durable,
- L'établissement d'une relation partenariale avec l'AOM, et la CTM.

Aussi, j'émet un avis favorable sur les deux (2) points d'actions proposées. En effet, ils sont en cohérence avec les enjeux de la mobilité prévus par MARTINIQUE TRANSPORT, notamment pour :

- Compléter grâce aux contributions de chaque territoire le futur Plan De Mobilité de Martinique,
- Valoriser le développement du Transport Collectif en Site Propre (TCSP),
- Développer l'offre de mobilité alternative, et
- Inciter l'usage des modes doux et des modes actifs.

Enfin, MARTINIQUE TRANSPORT se tient également à votre disposition pour contribuer au développement du projet d'optimisation de la Logistique Urbaine Durable de votre territoire.

L'opportunité du projet de SCoT révisé offre la possibilité de contribuer, grâce à une approche concertée et durable, aux politiques de mobilité. Dans cette perspective, mon établissement s'associe aux échanges avec la CACEM et l'ensemble des partenaires.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes salutations distinguées.

Le Président du Conseil d'Administration
de Martinique Transport

Arnaud RENE-CORAIL





CCI MARTINIQUE

CACEM
Communauté d'Agglomération du Centre de la Martinique

SERVICE COURRIER

SERVICES	COPIE	TRAIT
CAB		
DGS		
DGA1		
DGA2		
DGA3		
DGA4		
DGA5		
Date :	30 JUIN 2025	

Le Président

Fort-de-France, le 03 juin 2026

Monsieur Didier LAGUERRE
Président de la Communauté d'Agglomération
du Centre de la Martinique
Immeuble Cascade III
Place François Mitterrand - BP 407
97204 Fort-de-France

Dossier suivi par : David LERIGAB - Direction de l'Appui au Territoire / Pôle Aménagement du Territoire
Tél : 0596 55 28 23 / 0696 24 46 69 - E-mail : d.lerigab@martinique.cci.fr

**Objet : Révision du Schéma de Cohérence Territoriale de la CACEM /
Avis de la CCI Martinique**

Monsieur le Président,

Par courrier en date du 12 février 2026 et reçu le 24 du même mois, vous nous avez soumis pour avis le projet de révision du SCoT de la CACEM. Nous vous en remercions et nous réjouissons de voir l'aboutissement de ces trois années de travaux auxquels l'EPCI a souhaité pleinement associer la CCIM.

En synthèse :

■ Le **Projet d'Aménagement Stratégique** du SCoT (2026-2046) repose sur deux piliers transversaux :

- ✓ Le défi de l'adaptation du territoire face au changement climatique,
- ✓ La construction des conditions du vivre-ensemble,

piliers développés à travers trois axes principaux :

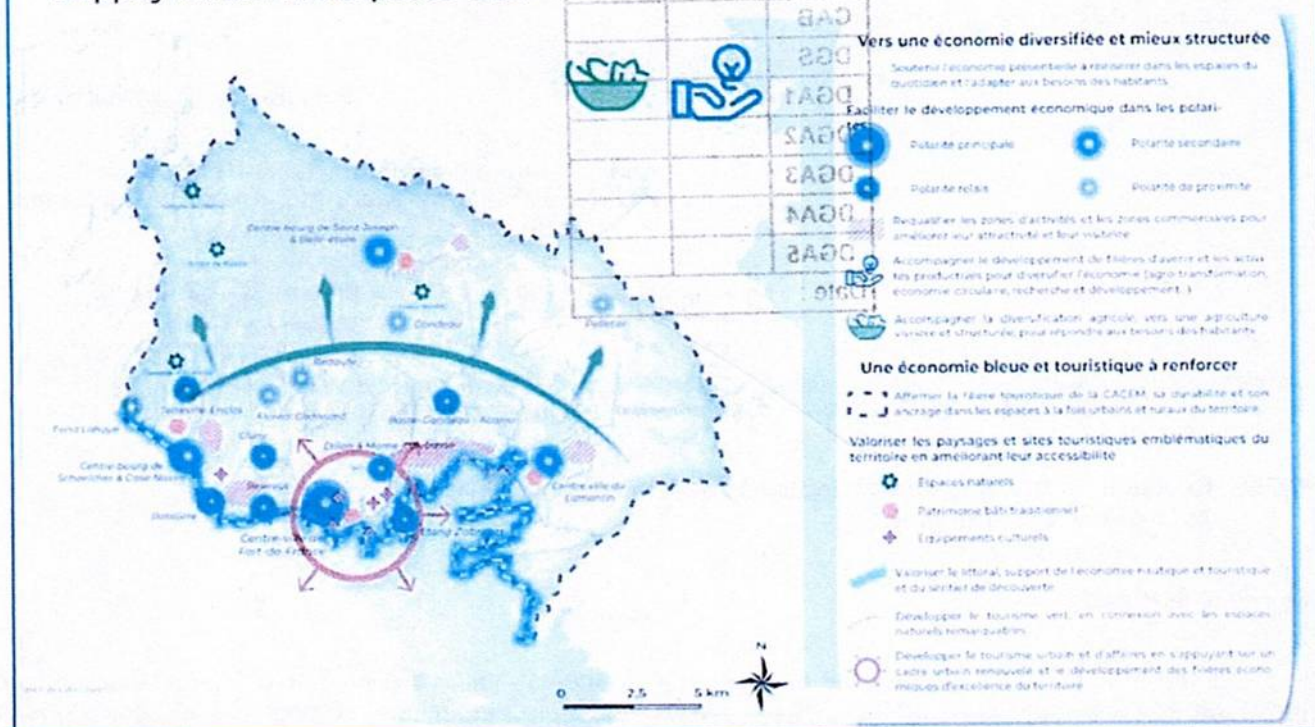
- ✓ **Axe 1**

Assurer la pérennité du socle environnemental et sa résilience face aux transitions qui s'annoncent



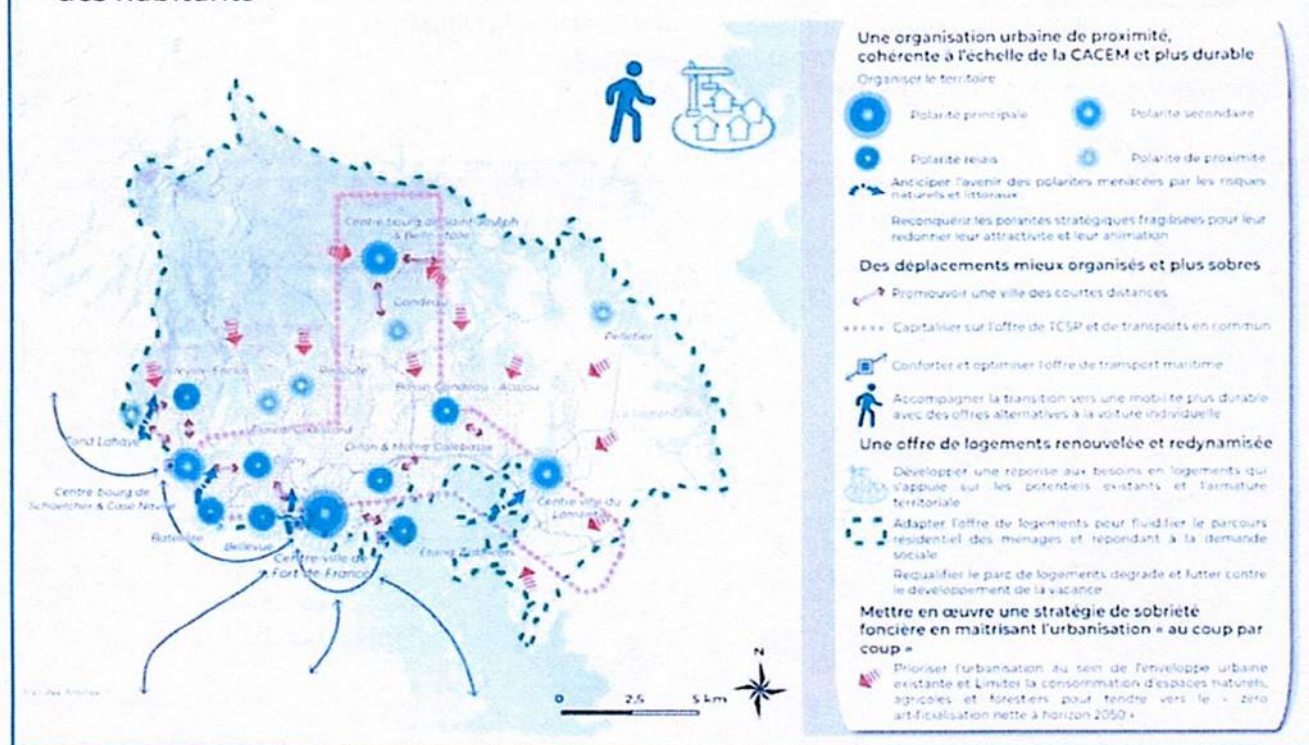
✓ Axe 2

Organiser et renforcer le développement économique de la CACEM en s'appuyant sur des espaces-clés



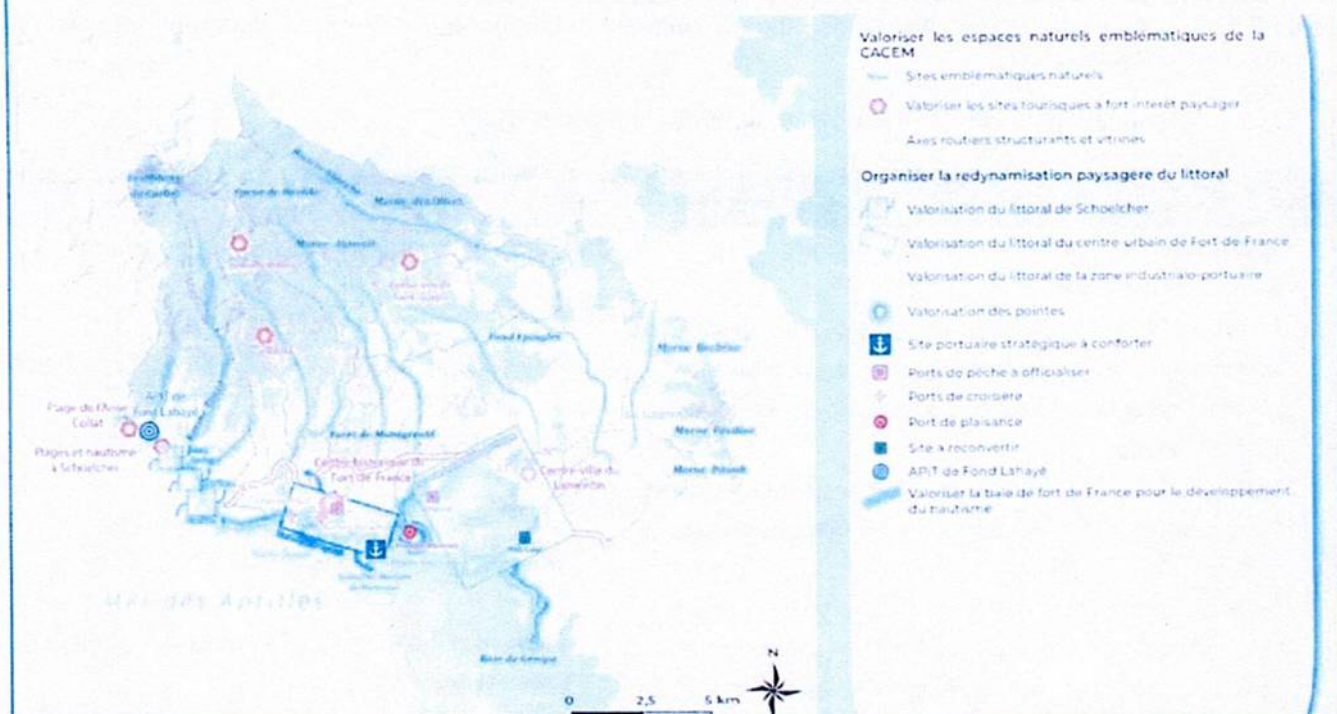
✓ Axe 3

Reconsidérer et bonifier le cadre urbain pour améliorer la qualité de vie des habitants

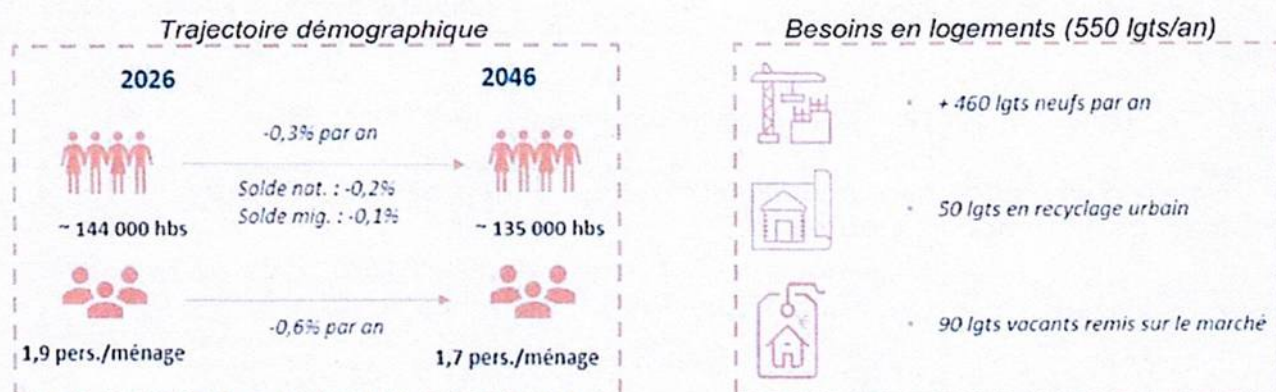


Une économie nautique et touristique à renforcer

CITADIA



✓ Scénario de développement retenu par les élus communautaires



✓ Conformément aux objectifs de la loi Climat et Résilience et au principe du Zéro Artificialisation Nette (ZAN), une trajectoire progressive de réduction de la **consommation foncière** redéfinie avec une enveloppe foncière disponible à l'échelle de la CACEM et sur les 20 ans du SCoT de 158 hectares :

- 100 ha pour l'habitat.
- 20 ha pour le développement économique,
- 22 ha pour les équipements et infrastructures,
- 15 ha pour les projets communautaires).

- Le DOO comprend par ailleurs le **Document d'Aménagement Artisanal, Commercial et Logistique (DAACL)** visant à fixer les conditions d'implantation des commerces, des activités artisanales et de la logistique commerciale par secteur géographique.



SCoT de la CACEM Armature commerciale

- **Centralité commerciale majeure**
 1. Fort-de-France Ville Basse
 2. Lamentin Centre Ville
 3. Saint-Joseph Centre Bourg
 4. Schoelcher Centre Bourg
- **Centralité commerciale locale**
 1. Fort-de-France Etang d'Abricots
 2. Fort-de-France Redoute
 3. Schoelcher Batelière
 4. Schoelcher Cluny
- **Secteur d'implantation Périphérique**
 1. Fort-de-France Bellevue
 2. Fort-de-France Dillon
 3. Lamentin La Galleria - Les Mangroves
 4. Lamentin Zone Commerciale-Place d'Armes
 5. Lamentin Petit Marais
 6. Saint-Joseph Choc Choc

Fréquence d'achats		Types d'activités concernées	Aire d'influence minimale	Formes de vente concernées	Modes principaux d'accès et de transports pour les achats
Régulière	Quotidienne	Boulangerie, Boucherie, Charcuterie, Tabac-Presses, Fleurs, Alimentation, Services,...	Entre 500 et 2 500 habitants	Commerces traditionnels sédentaires et non sédentaires	Modes doux Transports en commun Voiture
	Hebdomadaire	Supermarchés, Hypermarchés, alimentaire spécialisé,...	> 1500 hab.	Moyennes et grandes surfaces alimentaires	Modes doux Transports en commun Voiture
Occasionnelle « légère »		Habillement, Chaussures, parfumerie, bijouterie, librairie, papeterie, jeux, jouets, petite décoration,...	> 10 000 hab.	Grandes et moyennes surfaces spécialisées	Modes doux Transports en commun Voiture
Occasionnelle « lourde »		Bricolage, Jardinage, petits matériaux,...	> 10 000 hab.		Voiture
Exceptionnelle		Mobilier, électroménager, aménagement de la maison,...	> 40 000 hab.		

Déclinaison des localisations préférentielles pour les commerces selon la réponse aux fréquences d'achats :

Typologie de site	Site commercial	Fréquence d'achats				
		Quotidienne ($< 300 \text{ m}^2$)	Hebdomadaire ($> 300 \text{ m}^2$)	Occasionnelle légers ($> 300 \text{ m}^2$)	Occasionnelle lourds ($> 300 \text{ m}^2$)	Exceptionnelle ($> 300 \text{ m}^2$)
Centralité commerciale majeure	Fort de France Ville Neuve					
	Lamentin Centre-bourg					
	Saint-Joseph Centre-bourg					
	Schoelcher Centre-bourg					
Centralité commerciale locale	Fort de France Zang Z'Alouette ZAC					
	Fort de France Rodeau					
	Schoelcher Establie					
	Schoelcher Cloué					
Autres centralités commerciales de la CACEM (non localisées dans le DAACL)						
Secteur d'implantation Périphérique	Fort de France Delfine					
	Fort de France Délia					
	Lamentin La Vallée - Les Mangro					
	Lamentin Zone commerciale Pion d'Armes					
	Lamentin Viel Marais					
	Saint-Joseph Choc Choc					

 Localisation préférentielle pour les nouvelles implantations

 Localisation non préférentielle pour les nouvelles implantations

Remarques de la CCI Martinique

■ Développement économique et organisation des polarités

Le SCoT prévoit notamment la structuration du territoire CACEM en polarités principale, secondaires, relais et de proximité. Quel est le poids réel de chacune d'entre elles, en termes de population, d'emploi, d'activité et de potentiel économiques, de fiscalité (*ressources pour la collectivité*) ? Est-il prévu un suivi de ces différents indicateurs économiques par polarité ?

En particulier, parmi les pôles relais, définis comme « rayonnant à l'échelle de plusieurs communes », figurent :

- Terreville-Enclos, présenté comme étant à *renforcer* ; vu sa localisation, quels développements y sont envisagés, en adéquation avec cette définition ?
- L'Étang Z'Abriots, qui est à *conforter et structurer* ; en effet, on observe un décalage entre le potentiel affiché de la marina et son impact économique réel actuel ; il s'agira de développer des activités autour de l'eau et de la plaisance.

■ Mobilités

Le SCoT a pour ambition de favoriser des déplacements mieux organisés et plus sobres, et en particulier d'accompagner la transition vers une mobilité plus durable avec des offres alternatives à la voiture individuelle prédominante.

En effet, il est à déplorer les grandes difficultés rencontrées en matière de transports en commun en Martinique, et notamment sur le Centre (*grèves multiples...*), et leurs conséquences directes sur l'emploi, les conditions de travail, la vie quotidienne, le coût supporté par les salariés et autres, le déplacement des touristes, l'attractivité globale du territoire.

Il est à rappeler que les problèmes de mobilité ont aussi un impact économique important pour les entreprises : hausse du coût du travail indirect, fragilisation de certains parcours professionnels, besoin accru de stationnement se traduisant par un renchérissement de l'immobilier d'entreprise (*les prescriptions en matière de places de parking – le cas échéant, leur construction en sous-sol, afin de répondre aux objectifs de sobriété foncière – peuvent augmenter fortement le coût des opérations*).

AVIS GENERAL DE LA CCI MARTINIQUE :

La Chambre de Commerce et d'Industrie de Martinique émet un **avis favorable** sur le projet de révision du SCoT de la CACEM.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments respectueux.

Philippe JOCK
Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie

